



Le
gouvernement fédéral

Façonner nos partenariats ensemble dans un monde en pleine mutation

Lignes directrices de la politique africaine du gouvernement fédéral
Janvier 2025

Mentions légales

Éditeur

Ministère fédéral des Affaires étrangères
Werderscher Markt 1
10117 Berlin
www.auswaertiges-amt.de
poststelle@auswaertiges-amt.de

Version

Janvier 2025

Imprimé par

MKL Druck GmbH & Co. KG
48346 Ostbevern

Réalisation

atelier hauer + dörfler GmbH

Crédit photographique

Couverture : images shutterstock.com

D'autres publications du gouvernement fédéral peuvent également être téléchargées ou commandées sur :

www.bundesregierung.de/publikationen

Ce document est publié par le gouvernement fédéral dans le cadre de son travail de relations publiques. Il est distribué gratuitement et n'est pas destiné à la vente.



Le
gouvernement fédéral

Façonner nos partenariats ensemble dans un monde en pleine mutation

Lignes directrices de la politique africaine du
gouvernement fédéral
Janvier 2025

Table des matières

Introduction 6

Notre intérêt : relever ensemble les défis mondiaux 10

Notre intérêt : une croissance durable, des échanges économiques et une coopération entre entreprises renforcés, une création de valeur locale et une diversification des chaînes d’approvisionnement 17

Notre intérêt : le renforcement de la résilience démocratique ainsi que de l’éducation, de la recherche et de l’innovation 24

Notre intérêt : la sécurité, la paix et une stabilité durable 30

Introduction

Dans un monde en pleine mutation, l'Allemagne agit en tant que membre de l'Union européenne au sein d'un environnement international dont la multipolarité et l'instabilité se renforcent et qui est par ailleurs de plus en plus marqué par des rivalités géopolitiques ainsi que par la menace existentielle que constitue la crise climatique. Nous agissons avec assurance et de manière stratégique, dans un esprit de partenariat.

En raison de sa puissance économique et de ses ressources, de sa jeune population adépte de technologies, de l'expansion de sa classe moyenne et de son rôle dans les forums multilatéraux pour relever les défis mondiaux, l'Afrique devient de plus en plus un centre de gravité au sein d'un monde multipolaire.

La **diversité** du continent africain avec ses 54 États, différentes organisations régionales ainsi qu'1,4 milliard d'habitantes et d'habitants à présent ne pourra être reflétée que partiellement dans les Lignes directrices de la politique africaine du gouvernement fédéral.

Percevoir et prendre en compte cette complexité et cette pluralité constitue toutefois un aspect essentiel de la politique allemande pour l'Afrique, notamment grâce aux bien plus de 40 représentations de l'Allemagne à l'étranger implantées sur le continent.

Des marchés en expansion extrêmement dynamiques qui sont en particulier entraînés par de jeunes entrepreneuses et entrepreneurs innovants ainsi que des pôles d'excellence dans les domaines des sciences et de la numérisation avoisinent des régions fragiles, menacées par l'extrême pauvreté ainsi que la

violence et l'extrémisme, qui ont un effet déstabilisant sur leurs voisins.

Dans tous les pays africains, la jeune population en forte expansion, qui assumera des responsabilités au cours des prochaines années, a des attentes en ce qui concerne la sécurité, la prospérité, l'éducation et la participation politique. Cette jeune population définira les futures relations avec l'Allemagne et l'Europe.

Dans un monde multipolaire, l'Allemagne et l'Union européenne se retrouvent face à des **concurrents**. L'Allemagne s'est établie depuis des décennies dans cet environnement concurrentiel en tant que partenaire fiable et transparent : que ce soit en sa qualité de membre de l'Union européenne, de partenaire commercial et d'investissement, de pôle technologique et d'innovation, de site scientifique, de fervent défenseur d'un ordre multilatéral inclusif et équitable, des droits humains et de la société civile, ou encore en sa qualité de partenaire qui se tient à disposition pour relever des défis locaux, régionaux et mondiaux. Nous saurons mieux réussir dans ce cadre concurrentiel si nous nous montrons à l'écoute des intérêts de nos partenaires.

Le gouvernement fédéral a présenté dans la Stratégie de sécurité nationale **ses intérêts fondamentaux** à une époque bouleversée et indiqué clairement qu'il conçoit la sécurité dans sa globalité : en tant que moyen de nous protéger face à la guerre et la violence, en tant que moyen nous laissant libres de façonner nos vies dans le cadre de notre ordre fondamental libéral et démocratique et en tant que garante des fondements de notre existence.

La sécurité, la liberté et la prospérité de l'Allemagne sont étroitement associées à la sécurité, à la liberté et à la prospérité d'autres régions du monde. Cela vaut particulièrement pour le continent africain voisin qui doit relever dans de nombreux pays les défis posés par le terrorisme et l'usage restreint du monopole de l'emploi légitime de la force par l'État ainsi que par les lacunes des institutions étatiques.

Dans ce contexte, l'Allemagne a donc un fort intérêt politiquement comme économiquement à ce que le continent africain prospère et soit sûr, avec des économies résilientes et des conditions d'existence assurées. Cela forme la base d'une croissance durable et inclusive, d'échanges économiques renforcés, de marchés et circuits de livraison

diversifiés, d'un approvisionnement en énergie et en matières premières critiques durablement garanti, d'une collaboration en ce qui concerne la réforme de la gouvernance internationale et de la planification commune des flux migratoires légaux ainsi que des mesures pour réduire efficacement la migration irrégulière.

Le renforcement de la résilience démocratique de nos partenaires africains, la bonne gouvernance, le respect des droits humains et de la dignité de chaque individu, un ordre économique libre, fondé sur la concurrence et la solidarité, qui forme la base d'une économie avec une croissance diversifiée, des médias et un domaine de la recherche libres et qui favorise l'innovation, constituent une protection face à la désinformation et aux menaces hybrides, défendant par là-même aussi notre liberté. Cela vaut également pour le développement durable et la stabilité, la sécurité et la paix sur notre continent voisin.

Nous avons donc intérêt à ce que l'Agenda 2063 de l'Union africaine et le Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies soient mis en œuvre, afin de traduire les intérêts africains, allemands et européens au sein d'une

action commune ; non seulement sur le continent africain, mais aussi dans le reste du monde. Nous coopérerons ainsi également avec des États dont nous ne partageons pas toutes les valeurs.

Le respect mutuel, la réciprocité – interprétée en tant que disposition réciproque à prendre des engagements – ainsi que des **échanges ouverts** forment la base de notre coopération. Nous mettons ici fortement l'accent sur les idées et concepts d'acteurs africains publics et non publics, et notamment des jeunes.

L'analyse critique du passé colonial allemand est un élément essentiel d'une cohabitation tournée vers l'avenir avec les États du continent africain. En tant que gouvernement fédéral et en tant que société, nous souhaitons approfondir ce chapitre de notre histoire de manière plus intensive qu'auparavant.

Dans le contexte des relations que nous entretenons avec nos partenaires en Afrique, il est essentiellement question de collaborer de manière pragmatique pour servir nos intérêts mutuels et être profitable aux deux parties, de relever les défis mondiaux et de résoudre des problèmes communs par la coopération.

Ce faisant, les deux parties peuvent recourir à un vaste réseau de contacts et de coopérations qui s'est élargi depuis des décennies et comprend des institutions publiques et privées issues du monde politique, de la société civile, du monde économique et culturel, de l'éducation, de la recherche, de la coopération au développement et de l'armée. La collaboration avec nos partenaires africains à l'échelle des Länder et des communes joue là aussi un rôle important.

La promotion de la société civile, les échanges avec des acteurs non publics ainsi que l'implication des femmes, des jeunes et des groupes marginalisés dans les processus décisionnels sont particulièrement importants pour la politique africaine allemande. Les lignes directrices s'adressent donc aussi à la société civile allemande et africaine dans toute sa diversité ainsi qu'à la diaspora africaine qui vit en Allemagne.

Nous nous concentrons par ailleurs aussi sur la promotion des activités du secteur privé et de la coopération, afin de contribuer à une croissance durable réciproque et à la création d'emplois, en Allemagne comme dans nos pays partenaires en Afrique.

Coopération au sein du gouvernement fédéral

Les Lignes directrices de la politique africaine du gouvernement fédéral constituent le fil directeur politique et le cadre stratégique d'une action politique du gouvernement fédéral ayant trait à l'Afrique qui soit cohérente. Elles sont conformes à la politique de l'Union européenne pour l'Afrique.

Elles s'intègrent aux grandes stratégies et lignes directrices du gouvernement fédéral, en particulier à la Stratégie de sécurité nationale et à la Stratégie de diplomatie climatique ainsi qu'aux lignes directrices « Prévenir les crises, régler les conflits, promouvoir la paix ».

Le groupe interministériel « Afrique » à l'échelle des secrétaires d'État coordonne la politique africaine du gouvernement fédéral, dont la mise en œuvre sera adaptée en continu et de manière flexible aux évolutions en Afrique. Nous sommes d'autre part conscients des limites de notre champ d'action et de nos capacités financières.



Notre intérêt

Relever ensemble les défis mondiaux

L'Afrique est particulièrement touchée par les **défis mondiaux** en tant que continent présentant la plus forte croissance démographique et ceux-ci ne sauraient par ailleurs être surmontés qu'avec les États africains.

Cela vaut tout d'abord pour la triple crise que constituent le dérèglement climatique, le déclin de la biodiversité et la pollution de l'environnement, qui attisent souvent les conflits internes aux États. Cela vaut pour la garantie de la sécurité alimentaire et énergétique mondiale ainsi que du droit à une alimentation adéquate pour toutes et tous, pour la protection du cycle global de l'eau, pour la protection face aux pandémies et la lutte contre ces dernières ou encore pour la gestion intelligente de l'urbanisation croissante. Il est toutefois aussi question de la réforme de la gouvernance internationale, d'une gestion responsable de l'intelligence

artificielle ou encore de la planification des flux migratoires légaux ainsi que des mesures mises en place pour réduire efficacement la migration irrégulière et lutter contre ses origines. Cela comprend la prévention et la gestion des conflits ainsi que la défense et la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée.

Il est donc dans notre intérêt stratégique de **relever ces défis** ensemble et, le cas échéant, de soutenir nos partenaires africains sur cette trajectoire.

Outre la **collaboration** bilatérale, cela concerne aussi la coopération avec l'Union africaine et les organisations régionales (communautés économiques régionales) ainsi que le travail conjoint dans des formats trilatéraux et au sein d'organisations et de forums multilatéraux.

C'est la raison pour laquelle nous nous engageons en faveur...

...de la lutte contre la crise climatique :

- Aux côtés de nos partenaires africains, nous continuerons de nous engager lors des négociations internationales sur le climat en faveur d'une limitation rapide des émissions de gaz à effet de serre mondiales ainsi que pour la mise en œuvre de l'Accord de Paris afin de maintenir la **limite de 1,5** degré à portée.
- Les mécanismes de tarification du carbone peuvent ici jouer un rôle important. Nous participons en parallèle activement à la mise en place de **mesures de soutien** destinées à réduire les émissions de gaz à effet de serre ainsi qu'à s'adapter aux répercussions de la crise climatique. Cela comprend en particulier l'intégration de donateurs supplémentaires, la levée de fonds financiers additionnels, notamment issus du secteur privé, ainsi que le soutien vis-à-vis du développement de systèmes de financement résilients dans les pays concernés.
- Nous poursuivons aussi avec nos partenaires européens de manière ciblée et collaborative la coopération en matière de protection du climat et d'adaptation climatique en Afrique par **la recherche, l'économie et la société civile**.

...d'une transition verte et juste :

- Avec nos partenaires africains, nous œuvrons à travers différents formats bilatéraux et multilatéraux en faveur d'une **transformation des systèmes économiques et énergétiques qui soit écologique, socialement acceptable et soucieuse de l'égalité des genres**. Cette transformation devrait pouvoir répondre à l'objectif formulé par l'Union africaine d'un accès universel à l'énergie, tout en permettant l'industrialisation et un développement économique sans générer de grandes émissions de gaz à effet de serre.
- Nous aspirons à des **partenariats justes** : il apparaît impensable de réussir la transition énergétique en Europe et en Allemagne sans importer d'Afrique des matières premières ainsi que des sources d'énergie telles que l'hydrogène vert

et, provisoirement, l'hydrogène bas carbone ou leurs dérivés. Il pourrait s'agir d'un moteur de la future croissance économique des pays africains. Nous soutenons à cet effet aux côtés de l'Union européenne et de partenaires multilatéraux des initiatives communes et des initiatives conduites par l'Afrique, des **relations commerciales et d'investissement équitables**, la promotion de la création de valeur locale ainsi que l'établissement et la prise en compte de **normes environnementales et sociales élevées** dans les régions productrices de matières premières et dans le cadre de la production d'énergie. Dans le domaine du gaz naturel, qui restera provisoirement nécessaire au cours de la transition énergétique, notre collaboration avec nos partenaires africains est adossée à l'initiative pour la croissance du gouvernement fédéral ainsi qu'aux lignes directrices sectorielles du gouvernement fédéral.

...d'une réforme de la gouvernance internationale :

- L'Allemagne appuie l'appel à rendre les structures de gouvernance internationale représentatives. Cela inclut la participation et la **représentation d'États africains au sein de structures multilatérales**. L'Allemagne a apporté son soutien à l'adhésion de l'Union africaine au groupe des 20 (G20) et s'engage au sein du G7 en faveur d'un dialogue étroit avec le continent africain. Nous souhaitons façonner le développement de la gouvernance internationale aux côtés de l'Union africaine et des pays africains.
- L'Afrique doit elle aussi être représentée au sein du Conseil de sécurité des Nations Unies. L'Allemagne milite pour que deux **sièges permanents au sein du Conseil de sécurité des Nations Unies** soient octroyés à l'Afrique.
- L'Allemagne appuie l'appel de l'Afrique à **réformer les institutions financières internationales**. Ces réformes doivent respecter les principes établis de l'équivalence entre le partage des charges et la responsabilité. Nous nous engageons en faveur d'un soutien efficace et tenable par les banques multilatérales de développement. Les intérêts politiques en matière de développement, d'économie et de climat doivent être conciliés en tenant compte de la faisabilité économique.

- Nous comptons définir le cadre international avec nos partenaires, de sorte qu'il promeuve et facilite les **financements privés** dans les pays africains et qu'il soit à la hauteur des enjeux mondiaux. Cela comprend également des questions ayant trait au coût du capital et aux monnaies nationales.

...de la sécurité alimentaire et sociale :

- Le secteur agricole et alimentaire, y compris la pêche, est essentiel à la mise en œuvre du droit à une alimentation adéquate pour toutes et tous, à la lutte contre la pauvreté ainsi qu'au développement rural et à la participation. À la demande des États africains, l'Allemagne partage donc son expertise en matière de politique agricole et apporte son soutien pour la **transformation des systèmes agricoles et alimentaires** pour une meilleure résilience, une souveraineté alimentaire renforcée ainsi qu'une plus grande durabilité économique, écologique et sociale.
- À court terme, il convient de combattre dans les pays africains concernés **la famine et la malnutrition** qui touchent particulièrement les enfants et les femmes, en ayant recours à la diplomatie et à l'aide alimentaire humanitaires, à l'aide humanitaire préventive ainsi qu'à l'aide de transition visant à établir des structures.
- À moyen et à long terme, nous souhaitons contribuer par notre politique agricole et de développement, nos collaborations bilatérales et multilatérales en matière de politique agricole et la coopération dans les domaines de la recherche et des sciences à **éradiquer durablement les causes structurelles de la famine** ainsi qu'à **instaurer des systèmes de sécurité sociale**.

...de la santé mondiale :

- Nous appelons à la **solidarité internationale** dans la lutte contre les risques sanitaires mondiaux. La pandémie de Covid-19 a clairement démontré que la coopération et la coordination internationales sont indispensables à cet effet.

- En tant qu'« Équipe Europe », nous nous engageons aux côtés de nos partenaires européens pour encourager la mise en place de **capacités de production régionale de vaccins et de médicaments** en Afrique ainsi que l'amélioration des conditions générales (cadre réglementaire, main d'œuvre qualifiée) en tant qu'étapes essentielles sur la voie vers un accès équitable aux vaccins et à d'autres produits pharmaceutiques.
- L'Allemagne soutient le renforcement des systèmes de santé africains ainsi qu'un accès généralisé à l'ensemble de la gamme de soins de santé en Afrique, tout comme la **formation initiale et continue des travailleuses et travailleurs qualifiés**. Nous nous engageons dans la recherche sur des maladies telles que le SIDA, la tuberculose, le paludisme et des maladies tropicales négligées en Afrique ainsi que dans la lutte contre ces pathologies.

...de la biodiversité et de l'accès à l'eau :


- Ce n'est que si la protection et l'utilisation durable des ressources naturelles du continent, notamment la biodiversité, les forêts ou les ressources en eau, profitent aussi à la population – et qu'elles sont réparties équitablement – qu'elles pourront être préservées. L'Allemagne s'engage donc avec ses partenaires africains en faveur d'une **mise en œuvre** rapide, globale et efficace du **Programme de développement durable à l'horizon 2030 et du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal** ainsi que d'une **protection de l'environnement et des ressources** axée sur le développement, alliant la préservation de la diversité biologique et des écosystèmes à l'équilibre des intérêts au sein de la société.
- L'Allemagne s'investit aux côtés de nombreux partenaires africains, souvent régionaux, pour offrir un **accès sécurisé et inclusif**, qui soit soucieux de l'égalité des genres et du climat, **à l'eau ainsi qu'aux installations sanitaires et services d'hygiène**, et ce non seulement pour prévenir les maladies et améliorer les opportunités d'éducation, mais aussi pour préserver la biodiversité, protéger les ressources en eau fraîche et réduire les émissions de gaz à effet de serre.

...d'une gestion responsable de la transition numérique, de l'intelligence artificielle et des technologies de rupture :

- Il est indispensable de concevoir la transition numérique de manière durable et équitable afin de réussir à relever les défis internationaux. Nous renforçons le **dialogue avec nos partenaires africains** au sujet des opportunités et des risques de la transformation numérique, et notamment de l'intelligence artificielle. Nous promovons la souveraineté numérique de nos partenaires africains ainsi que la collaboration dans le domaine de la standardisation.
- Nous souhaitons faire avancer ensemble – lorsque cela est judicieux – la réglementation des technologies de rupture et établir des **règles du jeu contraignantes** pour les acteurs du marché et les organismes nationaux. Nous nous engageons ici pour une évolution ainsi qu'une utilisation de ces technologies qui soient responsables et axées sur les personnes, et intensifions par ailleurs notre coopération avec nos partenaires africains qui s'engagent en faveur du modèle de gouvernance multipartite et des valeurs démocratiques dans l'espace numérique.
- L'augmentation de la création de valeur dans le secteur numérique en Afrique et en Europe ainsi que le commerce entre l'Afrique et l'Europe constituent l'objectif que nous souhaitons atteindre. Nous faisons avancer la **numérisation** et la **valorisation de technologies de rupture** à travers l'économie, la recherche et la société civile. La formation initiale et continue joue ici un rôle important.

...de l'atténuation des causes de l'exil ainsi que de la réglementation des flux migratoires et de la mobilité :

- L'Allemagne et l'Europe demeurent fermement attachées à atténuer de manière efficace les **causes de l'exil et des flux migratoires irréguliers** avec leurs partenaires d'Afrique et d'ailleurs ainsi qu'à soutenir les pays d'accueil africains dans la réalisation des tâches qui leur incombent. Ainsi, le combat contre la famine, la mise en œuvre du droit humain à une alimentation adéquate, la politique alimentaire et agricole, la lutte efficace contre le terrorisme et la criminalité organisée ainsi que le rétablissement du monopole d'usage légitime de la force de l'État sont des éléments clés d'une approche intégrée.

- Nous souhaitons nous attaquer à la **migration irrégulière**, collaborer avec les pays africains dans la lutte contre les filières de passeurs et la traite des êtres humains, appuyer le renforcement de la gestion des frontières et soutenir les retours, les réadmissions et la réintégration durable.
 - Nous soutenons l'immigration légale de main d'œuvre sur le continent africain et voulons permettre une **migration légale qui soit sûre et ordonnée** vers l'UE et l'Allemagne, tout en tenant compte des défis qui se posent dans le contexte de l'émigration de travailleuses et travailleurs africains hautement qualifiés.
 - En matière de **migration des personnes en formation et de main d'œuvre qualifiée**, nous comptons faire évoluer les approches partenariales axées sur le développement bénéficiant aux pays d'origine et d'installation ainsi qu'aux personnes qui se déplacent. Nous nous concentrons par ailleurs sur la formation technique et professionnelle initiale comme continue ainsi que sur la promotion des femmes et des filles en ce qui concerne la participation, l'éducation et les opportunités d'emploi et soutenons à cet effet aussi des entreprises sur place qui sont des acteurs centraux. Outre le développement du commerce, des investissements et du transfert de technologie, des assouplissements dans l'octroi des visas, des mesures de qualification pour le marché du travail allemand, y compris l'apprentissage de l'allemand en tant que langue étrangère, des portails d'offres d'emploi et une collaboration avec la diaspora africaine y apportent aussi une contribution décisive.
- 

Notre intérêt

Une croissance durable, des échanges économiques et une coopération entre entreprises renforcés, une création de valeur locale et une diversification des chaînes d'approvisionnement

L'industrialisation et la création de perspectives économiques pour une population en forte expansion constituent une tâche centrale pour de nombreux pays africains. À cet effet, une croissance économique durable qui profite à l'ensemble de la population ainsi qu'une stabilité macroéconomique, a fortiori sous la forme d'une politique financière et monétaire solide, sont essentielles. Un cadre réglementaire libéral et fondé sur l'économie de marché, avec une grande sécurité juridique et une bonne gouvernance, contribue à consolider la confiance des investisseurs privés.

Il est dans l'intérêt de l'Allemagne que **le continent voisin prospère, dépasse les inégalités et offre des perspectives à sa jeune population**. Car en tant qu'économie largement intégrée à travers le monde, l'Allemagne profite de marchés en pleine croissance et de chaînes d'approvisionnement diversifiées. Une croissance inclusive et une résilience économique contribuent par ailleurs à atténuer les facteurs économiques des crises de sécurité ainsi que les flux migratoires irréguliers.

Une bonne gouvernance, des institutions performantes et fonctionnelles, des règles fiables, des travailleuses et travailleurs qualifiés, des infrastructures fonctionnelles et l'accès à une énergie abordable et durable sont indispensables à une **croissance économique durable** ainsi qu'au **développement économique**. Grâce à l'abondance de ses ressources, à son évolution démographique ainsi qu'aux technologies dont elle dispose, l'Afrique est bien placée pour atteindre les objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies. L'ambition de nombreux pays africains d'aller vers une croissance décarbonée et de créer de la valeur locale contribue à allier la viabilité environnementale et économique à la justice sociale ainsi qu'à la création d'emplois.

Les **matières premières et l'énergie** africaines – en particulier l'électricité issue des énergies renouvelables ainsi que l'hydrogène vert et, provisoirement, l'hydrogène bas carbone ou leurs

dérivés, en supplément du gaz naturel, encore utilisé provisoirement et sous certaines conditions – sont des facteurs clés pour la réussite de la transition énergétique en Afrique, en Europe et en Allemagne. Pour les économies africaines à forte croissance, un approvisionnement en énergie fiable, abordable et durable fondé sur les énergies renouvelables disponibles en quantité est aussi le prérequis d'une croissance économique, écologique et socialement durable.

L'augmentation de la **création de valeur locale** contribue particulièrement à une croissance durable inclusive en Afrique. La **diversification de l'offre** en Afrique vient dans le même temps renforcer la résilience des chaînes d'approvisionnement internationales et réduit les risques que les dépendances unilatérales engendrent pour l'Allemagne.

C'est la raison pour laquelle nous nous engageons en faveur...

...du renforcement du commerce :

- L'intégration des marchés au sein de l'Afrique ainsi qu'avec l'UE crée des perspectives de croissance et de développement. L'Allemagne restera donc un important soutien au sein de « l'Équipe Europe » – l'alliance formée avec ses partenaires de l'UE – de la **mise en œuvre de la zone de libre-échange continentale africaine**.
- L'Allemagne s'engage pour transformer les **accords de partenariat économique de l'UE** avec certains pays africains en accords régionaux ainsi que pour harmoniser les règles visant l'usage des avant-produits fixées dans différents accords commerciaux de l'UE avec des pays africains. L'objectif demeure la mise en place d'un vaste accord commercial entre l'UA et l'UE.
- Nous nous engageons en faveur du maintien et du renforcement du **système commercial multilatéral fondé sur des règles**, centré autour de l'Organisation mondiale du commerce : il est essentiel, tant pour l'Afrique que pour l'Europe, que « la force du droit » l'emporte sur « le droit du plus fort » dans les relations commerciales internationales. Nous comptons dans ce contexte prendre en considération les intérêts légitimes des pays africains qui sont engagés dans un processus de réforme.
- En tant que partenaire loyal, nous cherchons à **renforcer les relations commerciales avec l'Afrique**, notamment en octroyant des **préférences tarifaires**, en consolidant les accords bilatéraux de partenariat économique ainsi que d'autres accords et **en soutenant les entreprises allemandes**, notamment à travers le large réseau des chambres de commerce allemandes à l'étranger et de l'offre de Germany Trade & Invest (GTAI, Société pour le commerce extérieur et la promotion des investissements étrangers en Allemagne).

- Nous soutenons les **petites et moyennes entreprises** (PME) dans le cadre de leurs activités dans les pays africains. Tous les exportateurs allemands peuvent en principe obtenir des garanties de crédit à l'exportation de la Fédération pour assurer les livraisons ou prestations fournies dans le pays cible contre les risques économiques et politiques. Les initiatives à l'exportation de la Fédération aident à prendre pied sur les marchés africains et à former des partenariats.

...du renforcement des investissements, des infrastructures et de la coopération avec le secteur privé :

- Les investissements en Afrique nécessitent principalement un **climat propice aux investissements** ainsi que des **conditions adéquates**, notamment des services publics en bon état de marche, une sécurité juridique et une bonne gouvernance. Dans ce contexte, nous promouvons le renforcement de la bonne gouvernance, la lutte contre la corruption et les flux financiers illégaux, le développement d'une gestion financière publique adéquate ainsi que la hausse des recettes publiques.
- Afin de servir nos intérêts communs, nous cherchons à **renforcer les investissements allemands et européens en Afrique** ainsi qu'à contrer efficacement la concurrence déloyale en matière d'investissements et de livraison. Les garanties d'investissement de la Fédération offrent en principe des possibilités de garantie aux entreprises allemandes face aux risques politiques pour leurs investissements en Afrique.
- Les principaux acteurs du développement durable en Afrique sont des **entrepreneuses et entrepreneurs** dynamiques qui se trouvent sur place. C'est la raison pour laquelle le gouvernement fédéral continuera de se mobiliser pour que les coopérations avec des entreprises allemandes soient renforcées et que des synergies **soient identifiées et utilisées entre la coopération au développement et le secteur privé**.
- Nous voulons poursuivre en collaboration avec des partenaires du G20 la transformation de l'**initiative du G20 Compact with Africa** qui se concentre sur les investissements privés, afin de la renforcer en tant que principale initiative multilatérale pour l'amélioration du climat d'investissement en Afrique et principale initiative du G20 sur l'Afrique.

- L'Union européenne cherche par la stratégie « Global Gateway » à mobiliser avec ses États membres des fonds publics et privés pour une **infrastructure durable**. Dans le cadre du paquet d'investissement « Global Gateway » Afrique-Europe, 150 milliards d'euros ont ainsi été alloués à des projets en Afrique. L'Allemagne continuera de s'engager pour que la stratégie « Global Gateway » soit mise en œuvre rapidement en Afrique, en tenant compte des besoins de nos partenaires africains et en étroite collaboration avec le secteur privé et la société civile, et qu'elle soutienne la création de valeur locale.
- Nous continuerons à travers le **partenariat pour les infrastructures et les investissements mondiaux** (PGII) de coordonner avec nos partenaires du G7 les mesures que nous mettons en place afin de mobiliser des investissements dans les infrastructures durables en Afrique et dans d'autres pays partenaires.

...de l'approvisionnement et de la souveraineté énergétiques :

- Pour de nombreux États africains, assurer un approvisionnement en énergie sécurisé, abordable et durable reste à la fois une priorité et un défi. Conformément aux objectifs climatiques de Paris, l'Allemagne continuera de déployer des mesures accordant un meilleur accès à l'énergie et renforçant la **sécurité et la souveraineté énergétiques du continent africain** en utilisant les outils existants de manière coordonnée. Ce faisant, nous cherchons en particulier à atteindre les objectifs de la COP 28 en développant fortement les énergies renouvelables, en améliorant l'efficacité énergétique ainsi qu'en abandonnant les énergies fossiles.
- Le gouvernement fédéral a développé des stratégies climatiques pour les instruments de garantie de la promotion des échanges extérieurs ainsi que des lignes directrices sectorielles pour les secteurs clés de ces outils, tout en prévoyant des dérogations pour les projets ayant trait au gaz naturel lorsque ceux-ci sont essentiels pour la sécurité nationale ou les intérêts géostratégiques en matière de sécurité de l'approvisionnement, dans le respect de la limite de 1,5 °C et en évitant l'effet d'enfermement propriétaire.

- Le **développement de marchés de l'hydrogène** s'accompagne lui aussi d'opportunités pour le développement de chaînes de valeur locales et la création d'emplois qualifiés. Pour les pays partenaires qui exportent actuellement des énergies fossiles, la production d'hydrogène vert offre une possibilité de diversification économique.

...de la diversification et de la création de valeur locale :

- Nous promouvons l'objectif des États africains **d'accroître la création de valeur** locale, tout en créant de nouveaux emplois, par exemple en apportant un soutien écologiquement durable dans la mise à niveau vers des normes produit et des normes de production accordant un meilleur accès au marché de l'UE à des producteurs africains.
- La **diversification des chaînes d'approvisionnement mondiales** renforce la résilience du système commercial international. Riche en ressources, le continent africain joue un rôle particulier au sein du système commercial international. L'Allemagne promeut **l'augmentation de la création de valeur** sur le continent africain conformément à la réglementation internationale, la poursuite de la diversification des économies africaines ainsi que la mise en place d'une économie circulaire durable et équitable entre l'Afrique et l'Europe.
- Grâce à son **potentiel en matières premières**, l'Afrique est en mesure de jouer un rôle important dans la diversification des importations de matières premières de l'industrie allemande, en particulier dans le domaine des matières premières critiques et stratégiques **nécessaires aux technologies d'avenir**. L'Allemagne soutiendra l'industrie africaine des matières premières afin qu'elle puisse extraire et transformer ces substances de manière durable, sûre et efficace, qui soit conforme aux exigences de l'environnement et de l'équité sociale.
- Nous comptons promouvoir dans un intérêt mutuel des **modèles d'entreprise innovants et modernes** dans des secteurs d'avenir tels que la numérisation. Nous souhaitons soutenir les partenariats entre acteurs africains et allemands, en particulier dans le secteur des start-up et des PME.

...de la limitation de l'endettement et de la consolidation de l'architecture financière internationale :

- Afin de limiter l'endettement, il faudra mettre en place des **solutions spécifiques à chaque pays** visant l'établissement d'un solide cadre macroéconomique qui promeuve la croissance durable et de solides finances publiques. Cela implique également des mesures mobilisant des investissements privés et renforçant les recettes propres de l'État au sein des économies africaines. Elles peuvent s'accompagner de manière ciblée de mesures venant renforcer l'expertise locale ainsi que de financements supplémentaires à taux préférentiel, dans la mesure d'une soutenabilité de la dette.
- La **réforme de l'architecture financière internationale** joue ici un rôle essentiel. La mise en œuvre efficace et efficiente du **Cadre commun du G20 pour les traitements de dette** ainsi que le soutien des propositions visant à faire évoluer la structure du cadre et à améliorer la transparence en matière d'endettement sont prioritaires pour le gouvernement fédéral.
- Cela comprend en particulier une **juste répartition de la charge** entre, d'une part, les traditionnels États créanciers du Club de Paris et les nouveaux créanciers bilatéraux, notamment la Chine, ainsi que, d'autre part, les créanciers privés.

Notre intérêt

Le renforcement de la résilience démocratique ainsi que de l'éducation, de la recherche et de l'innovation

La **protection de notre démocratie** vis-à-vis d'ennemis internes et externes est essentielle afin de garantir notre sécurité et notre liberté. Les objectifs de l'Agenda 2063 de l'Union africaine – bonne gouvernance, démocratie, respect des droits humains, justice et état de droit – correspondent à nos valeurs et à nos intérêts. Plus nos valeurs sont similaires, plus nos partenariats bilatéraux sont solides. Nous menons un dialogue ouvert et critique face aux tendances autocratiques et adaptons le cas échéant notre collaboration avec les pays concernés en priorisant les besoins de la population ainsi que nos intérêts.

La **promotion et la protection de la société civile**, la consolidation de

l'autonomie administrative locale, la décentralisation, le soutien des processus démocratiques et de la presse libre, l'engagement en faveur de l'état de droit et des droits humains ainsi que la lutte contre la corruption, la désinformation et la propagande constituent des piliers essentiels de notre engagement en matière de diplomatie et de politique de développement et donc aussi de politique africaine. Les **échanges à l'échelle de la société civile**, par exemple à travers des voyages ou des séjours d'études ou de travail, contribuent à améliorer l'entente mutuelle et à consolider le socle de valeurs communes, tout en requérant l'allègement réciproque des entraves administratives.

Le gouvernement fédéral défend dans le cadre de la diplomatie scientifique les valeurs de la liberté scientifique et de la sécurité en matière de recherche. Car la résilience et la compétitivité de l'Allemagne reposent sur sa grande force d'innovation ainsi que sur la souveraineté technologique et numérique. Compte tenu des défis mondiaux qu'il convient de relever ensemble, il est aussi dans notre intérêt d'échanger avec nos partenaires africains autour des thématiques de **l'innovation, des technologies et des sciences**, et de tels échanges doivent être renforcés. Pour les décisions politiques du gouvernement fédéral

associées à l'Afrique, la promotion ciblée en Allemagne de la recherche ayant trait à l'Afrique contribue par ailleurs à renforcer le soutien apporté en matière de conseil reposant sur des données factuelles.

Le renforcement commun de la résilience démocratique requiert des échanges ouverts et autocritiques. Cela inclut des échanges critiques sur le **passé colonial** allemand. Nous souhaitons mener ce dialogue avec respect et retenue.

C'est la raison pour laquelle nous nous engageons en faveur...

...d'une analyse critique du passé colonial allemand :

- Nous poursuivons conjointement avec des acteurs africains publics et non publics **l'analyse critique du passé colonial allemand** sur le continent africain. Cela inclut tout autant la promotion d'une recherche scientifique indépendante, la reconnaissance des injustices commises, l'aide à la restitution de biens culturels ainsi que la restitution de restes humains issus de contextes coloniaux que le **questionnement critique** pour déterminer si la politique étrangère et de développement est aujourd'hui encore influencée par des courants de pensée coloniaux et, le cas échéant, de quelle manière.

- La **réconciliation avec la Namibie** suite au génocide des Namas et des Hereros au début du XX^e siècle est une priorité.

...du renforcement des droits humains et de la résilience démocratique :

- Nous souhaitons promouvoir la **résilience des démocraties africaines dont nous sommes partenaires** en renforçant les institutions de l'État et de la société civile. Afin de contrer le rétrécissement du champ d'action de la société civile, le gouvernement fédéral évaluera également de nouvelles façons de promouvoir les acteurs de la société civile et impliquera la société civile dans des processus internationaux.
- Nous continuerons d'œuvrer avec discernement en faveur de la promotion et de la **protection des droits humains** en collaborant avec des organisations non gouvernementales et en maintenant le dialogue à l'échelle gouvernementale. Nous cherchons également dans le cadre de nos relations bilatérales avec l'Afrique à renforcer les chaînes d'approvisionnement durables. Nous accentuons encore la collaboration au sein du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies avec les États africains qui en sont membres. Nous nous engageons par ailleurs à l'ONU comme dans d'autres forums internationaux au sujet de situations critiques en matière de droits humains, et ce aussi en Afrique.
- Nous promouvons la **décentralisation** ainsi que l'amélioration de la gouvernance à l'échelle territoriale ou locale. La participation active de la population à la formation de la volonté politique ainsi qu'aux processus décisionnels est ici essentielle. Les partenariats communaux peuvent y contribuer.
- L'Union africaine ainsi que les communautés économiques régionales africaines ont été construites sur un socle de valeurs démocratiques et participatives. À moyen terme, ces organisations peuvent non seulement contribuer à la croissance économique, mais aussi au renforcement de la résilience démocratique de leurs pays membres. C'est aussi pour cela que le gouvernement fédéral continuera de soutenir **l'intégration régionale de l'Afrique**.

...du renforcement de l'égalité des genres et des sociétés diverses :

- Nous souhaitons œuvrer aux côtés des acteurs africains publics et non publics en faveur de l'égalité des genres et de sociétés diverses. Nous cherchons à mettre en place un **échange de bonnes pratiques** quant à l'augmentation de la part de femmes occupant des postes à responsabilité dans les secteurs économique, administratif et politique.
- Nous intensifions notre **collaboration** avec l'ensemble des franges de la société afin de renforcer les droits et la liberté des groupes vulnérables, notamment pour accroître leur participation à l'économie.

...du renforcement des médias :

- L'importance de la liberté de la presse est un élément essentiel de sociétés libres et critiques. Nous contribuons à la pluralité et à des débats ouverts en **promouvant la liberté et l'indépendance des médias ainsi que le journalisme de qualité**. Les journalistes et les maisons de presse contribuent de manière significative à contrer la désinformation et la propagande. Nous aidons la société civile africaine à combattre les discours haineux et l'incitation à la haine, notamment sur les réseaux sociaux.

...de la lutte contre la désinformation :

- La désinformation vise à cliver les sociétés et à anéantir la confiance accordée aux institutions démocratiques. Elle peut être déstabilisante et exacerber les conflits. Nous soutenons les **acteurs publics et de la société civile en Afrique** qui agissent en tant que piliers des sociétés démocratiques en éduquant et en enseignant, ainsi que les initiatives qui démasquent et combattent les campagnes de désinformation.

...du renforcement des échanges culturels et des échanges à l'échelle de la société civile :

- Les **échanges personnels** restent essentiels à un partenariat fiable, même dans un monde numérisé. Nous continuerons d'investir dans les échanges, notamment entre jeunes, grâce aux écoles allemandes à l'étranger, aux écoles PASCH, à des programmes de bourse, au Goethe-Institut, mais aussi à des festivals culturels, littéraires et cinématographiques ou à d'autres événements, ainsi que dans le cadre de programmes de bénévolat et de projets de rencontre. Afin de promouvoir les échanges dans le domaine académique, nous souhaitons instaurer des bureaux académiques de contrôle (« akademische Prüfstellen ») en collaboration avec l'Office allemand d'échanges universitaires (DAAD) pour accélérer l'octroi des visas.
- Nous promovons une **image moderne de l'Allemagne auprès des États africains** grâce à une communication active du gouvernement fédéral ainsi que par la présence et le travail de nos organismes de relais et d'exécution. Nous véhiculons une **image différenciée du continent africain en Allemagne**. Nous continuerons donc de soutenir des organismes tels que la Fondation allemande pour l'Afrique, des projets de groupes de réflexion ainsi que des organismes de recherche afin de renforcer en Allemagne les connaissances de la politique, de l'économie, de l'histoire, des cultures, de la littérature et des langues africaines.
- Nous saluons et accompagnons la **collaboration** avec des villes, des régions et des États d'Afrique à **l'échelle des villes et des Länder**.

...de la promotion de l'éducation :

- L'Allemagne promeut **l'accès à un enseignement primaire inclusif et de qualité** ainsi qu'à la formation professionnelle et universitaire dans les pays africains – en particulier pour les filles, les femmes et d'autres personnes dans des situations vulnérables – car il s'agit d'un prérequis pour une vie autodéterminée et que cela sert un intérêt partagé en matière de travailleuses et travailleurs qualifiés.

- La transmission et l'ancrage des valeurs démocratiques se produisent au sein des réseaux des **écoles allemandes à l'étranger** et des écoles PASCH ainsi que par des offres d'**organismes de relais** tels que le Goethe-Institut.

...du renforcement de la recherche d'excellence et de la coopération scientifique :

- Les chercheuses et chercheurs africains doivent être mieux intégrés à la **production internationale de savoir** et leur expertise doit être prise en considération. Nous souhaitons intensifier les coopérations scientifiques internationales de haut niveau. La politique scientifique et de recherche allemande **encourage l'excellence** et cela vaut aussi pour l'Afrique.
- Nous voulons promouvoir encore plus que jusqu'à présent les excellents **talents scientifiques** sur le continent africain et renforcer les pôles scientifiques africains en tant que partenaires d'organismes allemands.



Notre intérêt

La sécurité, la paix et une stabilité durable

La sécurité, la paix et une stabilité durable sur le continent voisin sont pour nous essentielles. Le **développement économique** et la **résilience des sociétés** ainsi qu'**un État en état de marche** sont des conditions importantes. Les défis qui se posent pour la sécurité sur le continent africain seront exacerbés dans un monde multipolaire marqué par la crise climatique et la pénurie en eau qui s'accroît. Certaines régions sont touchées par une hausse de la fragilité, qui peut aller jusqu'au délitement des États, ainsi que par une intensification des crises et des conflits, de la famine et de l'insécurité alimentaire, de l'exil et des déplacements forcés.

La guerre d'agression russe contre l'Ukraine se répercute aussi directement sur le continent africain, notamment en ce qui concerne la sécurité alimentaire, l'augmentation de

la désinformation ou encore la hausse de la présence militaire ou paramilitaire dans certains pays africains.

L'Allemagne reste un important **partenaire de l'Architecture africaine de paix et de sécurité** (APSA). Nous avons intérêt à ce que les organisations et États africains soient plus aptes à prévenir et résoudre eux-mêmes les conflits sur le continent. Cela signifie non seulement que l'Allemagne continuera d'accompagner de manière constructive la mise en œuvre de la résolution 2719 du Conseil de sécurité des Nations Unies autorisant au cas par cas le Conseil de sécurité à prendre des décisions relatives au financement des opérations de soutien à la paix menées par l'Afrique, mais aussi qu'elle collaborera avec des pays partenaires sur le plan militaire et dans le domaine de la politique d'armement.

L'Allemagne s'engage aux côtés de partenaires africains pour **prévenir et résoudre les conflits**, endiguer le terrorisme international, lutter contre la criminalité transnationale organisée, éviter la migration irrégulière et assurer la liberté des voies commerciales maritimes.

Afin de renforcer la **résilience, une stabilité durable, la sécurité et la paix**, il est essentiel que les gouvernements soient en état de marche, légitimes et stables, qu'ils agissent dans l'intérêt

de leur population et assurent des services publics de base, qu'ils garantissent durablement la sécurité alimentaire, s'engagent en faveur de la protection des fondements naturels de l'être humain, qu'ils favorisent une croissance économique locale inclusive, créent des emplois et qu'ils promeuvent la coopération à travers toutes les franges de la société civile.

C'est la raison pour laquelle nous nous engageons en faveur...

...de la coopération en matière de politique de paix et de sécurité internationale :

- En collaboration avec nos partenaires africains, nous nous engageons en faveur de la **minimisation des risques de sécurité régionaux et internationaux** et du règlement des conflits aigus, en fournissant en priorité les compétences nécessaires aux acteurs régionaux. Nous nous conformons pour ce faire également au **nexus humanitaire-développement-paix**.
- Nous œuvrons avec des États africains dans le cadre de l'**ONU** afin de garantir l'ordre et le droit internationaux ainsi que pour résoudre les différends conformément au droit international, avec le soutien des Nations Unies. Cela comprend aussi des approches communes pour que les opérations de maintien de la paix de l'ONU soient plus efficaces ainsi que de nouvelles formes de stabilisation.

...du renforcement des approches de l'Afrique :

- Nous souhaitons intensifier le **dialogue** politique ainsi que la **coopération concrète avec l'Union africaine** et les **organisations régionales** africaines afin de promouvoir de manière ciblée les approches multilatérales, la prise de responsabilité et les solutions africaines dans l'esprit d'une « appropriation africaine ».
- Nous voulons soutenir les **approches de l'Afrique pour une gestion globale des conflits** conformément au nexus humanitaire-développement-paix. Cela comprend également des questions ayant trait à la prévention de crises, au renforcement des forces de sécurité nationales et régionales, à la médiation et l'action face aux origines des conflits. L'Union africaine, d'autres organisations africaines multilatérales ainsi que les organisations régionales africaines sont les points d'ancrage de notre soutien.
- Nous nous engageons pour que les **missions de paix africaines bénéficient d'un soutien international** juste, efficace et aux financements fiables. L'Allemagne reste par ailleurs disposée à apporter une contribution dans le cadre des opérations multilatérales de maintien de la paix.

...du renforcement de la société civile :

- Ce sont des **sociétés civiles puissantes** qui sont à la base de la résilience et de la stabilité de l'ensemble de la société, en Afrique comme en Allemagne. L'Allemagne continuera de promouvoir et de soutenir l'engagement au sein même de la société en faveur de la participation civique, des droits humains, de l'égalité des sexes, de la justice et de l'analyse critique du passé ainsi que de la sécurité.
- Il convient à cet effet de renforcer l'autonomie des acteurs locaux et, par là-même, le principe du **développement géré à l'échelle locale**.

...de la participation des femmes et des groupes marginalisés :

- L'Allemagne s'engage pour une participation équitable des femmes et des groupes marginalisés dans toutes les étapes des **processus de paix**, des processus de reconstruction, du travail de mémoire, de l'analyse rétrospective des conflits et de la réintégration.
- L'Allemagne contribue à prévenir et maîtriser la **violence sexuelle et la violence fondée sur le genre** en Afrique. Nous nous engageons pour que les personnes qui en sont victimes obtiennent un soutien complet et durable, y compris un véritable accès à la justice.
- L'Allemagne continuera par ailleurs de s'engager pour la protection des **militantes et militants des droits des femmes et LGBTI ainsi que des défenseuses et défenseurs des droits humains et de la paix** en Afrique qui agissent à l'échelle locale.

...de l'imbrication du climat, de la paix et de la sécurité :

- L'Allemagne promouvra activement les approches africaines sur le continent en ce qui concerne **le climat, la paix et la sécurité** ainsi qu'une intégration renforcée des éventuelles solutions en matière d'aide humanitaire, d'économie, de développement, de paix, de sécurité, d'environnement et de climat. Il est essentiel d'adopter des approches préventives, inclusives, naturelles et fondées sur les connaissances et l'expertise locales et indigènes.

...de la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent :

- L'Allemagne a adopté une **approche intégrée en ce qui concerne la lutte contre le terrorisme**. Celle-ci se concentre sur le renforcement des structures de l'état de droit, sur la qualification des forces de sécurité locales ainsi que sur la protection des droits humains. L'Allemagne met par ailleurs l'accent sur la **prévention** de l'extrémisme violent.

- L'Allemagne s'engage dans différentes régions du continent africain afin de permettre un règlement pacifique des différends ainsi que de réduire les possibilités de recrutement et la liberté de mouvement des groupes extrémistes, notamment grâce à un engagement civil transfrontalier dans le champ de la politique de développement et de la **stabilisation**. En mettant en œuvre les embargos sur les armes, principalement fondés sur les régimes de sanction de l'ONU, l'Allemagne contribue à endiguer la déstabilisation en cours dans les régions en proie à des conflits. En complément des mesures de l'ONU, l'Allemagne œuvre à limiter le financement des conflits en mettant en place des sanctions financières ciblées.

...de la promotion et du renforcement des capacités et de l'aide à l'équipement :

- L'Allemagne soutient en termes de politique comme de personnel les efforts de la Politique de sécurité et de défense commune de l'Union européenne sur le continent africain dans le cadre de **missions civiles et militaires de formation, de promotion et de renforcement des capacités ainsi que de conseil** destinées à appuyer les forces de sécurité civiles et militaires de certains pays africains.
- Les capacités des forces de sécurité africaines doivent être renforcées pour qu'elles soient en mesure de protéger efficacement leur population dans un contexte de défis croissants. L'Allemagne s'engage donc dans le cadre de l'UE pour que l'Afrique soit correctement prise en compte par la **facilité européenne pour la paix** (FEP).
- Dans le contexte de l'Alliance transatlantique, l'Allemagne apporte son soutien à la mise en œuvre du plan d'action de l'OTAN concernant le voisinage méridional ainsi qu'aux partenariats de l'OTAN.
- Le gouvernement fédéral contribuera, selon les ressources disponibles, à une stabilisation durable en fonction des besoins et des intérêts en matière de sécurité des deux partenaires **en proposant à l'échelle bilatérale** de renforcer les capacités des forces de sécurité africaines grâce à une aide à la formation et à l'équipement, comprenant notamment l'envoi de conseillers de police, de groupes de conseillers techniques de la Bundeswehr et d'équipes de formation mobiles ainsi que l'octroi

d'une aide à la formation militaire et policière. Ses actes sont portés par une action prévoyante et attentive aux conflits. Dans l'idéal, le renforcement des capacités par la formation, par l'aide à l'équipement et par son financement va de pair avec une meilleure gouvernance et la consolidation des outils de contrôle démocratiques vis-à-vis du secteur de la sécurité.

...d'une politique d'exportation d'armement responsable :

- Le gouvernement fédéral restera fidèle à sa **ligne de base restrictive** en ce qui concerne le contrôle des exportations d'armements. Il tiendra particulièrement compte dans ses décisions des droits humains, de la démocratie et de la situation en matière d'état de droit dans le pays destinataire, tout en prenant en considération les intérêts à l'échelle de l'OTAN et les intérêts ayant trait à la sécurité, la situation géostratégique ainsi que les exigences liées à un renforcement de la coopération européenne en matière d'armement.

...d'une prise en compte des positions africaines dans le contexte de la politique de sanctions de l'UE :

- L'Allemagne reconnaît des positions divergentes vis-à-vis des sanctions, tout en invitant ses partenaires africains à soutenir le respect et la mise en œuvre des sanctions de l'UE. Pour le gouvernement fédéral, il est ainsi essentiel de tenir compte des intérêts spécifiques et des répercussions potentielles lors de l'élaboration des sanctions de l'UE.



www.bundesregierung.de
www.auswaertiges-amt.de